

9 mai 2019

**Lockout à la fonderie de Glencore
à Belledune au Nouveau-Brunswick**

La lutte contre les demandes de concessions antiouvrières de Glencore se poursuit



- **C'est notre tour — Pas de concessions!**
- **Résistance aux actions arrogantes de Glencore**

À la défense des droits des travailleurs

- **Sit-ins et occupations des travailleurs des foyers de soins au Nouveau-Brunswick**

100e anniversaire de la grève générale d'Halifax

- **Une tradition militante de luttes ouvrières dans les provinces de l'Atlantique - Tony Seed**

**Lockout à la fonderie de Glencore
à Belledune au Nouveau-Brunswick**

La lutte contre les demandes de concessions antiouvrières de Glencore se poursuit

Le 8 mai, cela faisait deux semaines que les travailleurs de la fonderie Brunswick de Glencore, à Belledune, au Nouveau-Brunswick, ont été mis en lockout. Les 281 travailleurs de la production et de l'entretien, membres de la section locale 7085 du Syndicat des Métallos, sont unis dans l'action pour

défendre leurs droits contre la demande de concessions antiouvrières du géant minier et métallurgique Glencore.

Comme c'est maintenant devenu un geste routinier de la part des oligopoles mondiaux comme Glencore pour démontrer leur arrogance et leur refus de négocier, Glencore a mis les travailleurs en lockout avant que leur grève ne débute, telle qu'annoncée, en début de soirée, sous prétexte d'assurer la sécurité des installations. En décrétant soudainement un lockout jamais annoncé, Glencore a montré qu'il se préparait depuis longtemps à attaquer les travailleurs. Le 24 avril, le jour même où il a mis les travailleurs en lockout, le monopole mondial a demandé une ordonnance de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, qu'il a obtenue le 26 avril. Celle-ci limite le nombre de piqueteurs à six à l'entrée ou à la sortie de la fonderie et dans tout autre lieu géographique au Nouveau-Brunswick où Glencore exerce ses activités. Le tribunal a également ordonné aux travailleurs de n'exercer aucune entrave aux mouvements des employés, des clients, des fournisseurs et d'autres personnes qui entrent à l'usine ou en sortent, et de ne pas les « harceler », interdisant même de les photographier. Glencore a obtenu peu après une autre ordonnance qui déclare « illégal » tout geste des piqueteurs pour masquer leur identité, y compris en se couvrant le visage.

Le monopole mondial a aussi démontré son refus de négocier et son intention de provoquer un lockout ou une grève en organisant d'avance « des équipes de sécurité » en cas de grève dont on dit qu'elles sont logées dans des hôtels luxueux et pourvues de véhicules pour la durée du conflit. Le monopole a également engagé de la main-d'oeuvre scab au Québec pour conduire les camions qui amènent le concentré de minerai à la fonderie.

Ces préparations délibérées ne sont pas le signe d'une compagnie qui a l'intention de négocier une convention collective que les travailleurs jugent acceptable. Ce monopole mondial, qui jouit de l'appui de l'État et utilise sa grande richesse sociale et son vaste pouvoir, sort ses crocs et montre sa haine des travailleurs avec cette tentative d'imposer son diktat et d'abaisser leurs conditions de travail et de vie.

(Photos : District 6 du Syndicat des Métallos)



C'est notre tour — Pas de concessions!



Les travailleurs en lockout de la fonderie de Belledune au Nouveau-Brunswick ne sont pas intimidés par les actions de Glencore. Ils ont inscrit sur leur site Web le mot d'ordre « C'est notre tour — Pas de concessions ». Ils demandent aux travailleurs de se rallier à leur juste cause. Ils disent qu'ils ont déjà

fait d'énormes concessions lors des trois dernières conventions, en particulier celle de 2014 juste après que l'empire Glencore ait pris le contrôle des mains des anciens propriétaires, Xstrata. Les travailleurs disent que le pouvoir mondial augmenté de Glencore et les concessions qu'ils ont acceptées à contre-cœur lors des conventions précédentes, ont enhardi les oligarques qui en demandent toujours plus des travailleurs et cherchent à briser le syndicat, à étouffer leur voix et à imposer un climat de travail ouvertement hostile aux travailleurs et en particulier à leur santé et leur sécurité.

« Glencore n'a pas répondu aux années de sacrifices faits par les travailleurs et leurs familles en agissant avec nous de bonne foi, que ce soit à la table de négociation ou à l'endroit de travail », a dit Bart Dempsey, le président de la section locale 7085 du Syndicat des Métallos. « Pendant des années, nos membres ont accepté des concessions et ont travaillé avec Glencore pour faire de la fonderie une réussite. La réponse de Glencore a été une culture de gestion qui est devenue toujours plus hostile à ses travailleurs et, bien sûr, des demandes de plus de concessions », a-t-il ajouté.



Le président de la section locale a dit à *Forum ouvrier* que les travailleurs ont appris qu'ils ne peuvent absolument pas remettre leur santé et leur sécurité entre les mains de Glencore. Cela a été démontré une fois de plus par la demande de la compagnie de transformer la position à temps plein du représentant syndical à la santé/sécurité en une position à temps partiel et de lui enlever son bureau à la fonderie où il rencontre les travailleurs.

Les travailleurs rejettent les propos offensants de la compagnie voulant qu'en refusant de faire d'autres concessions ils sont « déconnectés du marché mondial dans lequel la fonderie essaie de survivre ». Les travailleurs savent par expérience que les concessions imposées par la compagnie ont aggravé tous les aspects de la vie à l'usine et à la retraite et qu'elles ont aiguisé l'appétit de la compagnie pour plus de concessions. En plus, déclarent les travailleurs, ceux-ci n'ont aucun contrôle sur le marché mondial, sur sa concurrence insensée anti-peuple et sur les aventures des oligopoles visant à réaliser leur objectif de profit privé étroit. Les objectifs et les gestes anti-peuple des oligopoles mondiaux comme Alcoa, GM et Glencore n'ont rien à voir avec la création de prospérité pour quelque nation que ce soit. Ils ne font qu'enrichir ceux dont les arnaques sans scrupules sont victorieuses à court terme et qui ont ensuite besoin d'une autre arnaque pour « rester en affaires ». Les travailleurs ne peuvent absolument pas faire reposer leurs aspirations, leurs actions et leurs revendications pour la sécurité et ce qui leur appartient de droit sur l'anarchie et la violence qui accompagnent la concurrence mondiale des oligopoles. Le refus de négocier de Glencore est lui-même une forme de violence. Avec la connivence des tribunaux et des autres institutions de l'État de même que des gouvernements, ces intérêts privés étroits extorquent ce qu'ils veulent sans égard aux vies de ceux dont ils menacent la sécurité. La cause des travailleurs est juste et mérite l'appui de tous les Canadiens.

(Photos : District 6 du Syndicat des Métallos, Forum ouvrier)



Résistance aux actions arrogantes de Glencore



Des Métallcos de Glencore se sont rendus à l'Assemblée générale annuelle de Glencore en Suisse, le 9 mai 2019, pour protester contre les attaques contre leurs droits.

Les travailleurs de la fonderie de Glencore ont donné un avis, bien à l'avance, annonçant qu'ils allaient se mettre en grève à la défense de leurs droits en début de soirée le 24 avril. Lorsqu'ils se sont présentés au travail le matin du 24, ils ont été mis en lockout sans aucun préavis par Glencore. La compagnie les a simplement empêchés d'entrer dans l'usine sans en avoir fait l'annonce officielle. Elle a ainsi démontré qu'elle refuse de négocier.

Le refus de négocier et le déclenchement d'un lockout lorsque les travailleurs rejettent le diktat des monopoles mondiaux sont devenus une tactique fréquemment utilisée pour attaquer les droits de la classe ouvrière. Les empires privés mondiaux comme Glencore ont recours aux lockouts et aux attaques de l'État, comme les injonctions des tribunaux, pour criminaliser et intimider les travailleurs et tenter de leur faire abandonner la défense de leurs droits et de leur bien-être au travail et à la retraite. Ils veulent qu'ils abandonnent leur réclamation à ce qu'ils produisent et qui leur appartient de droit.

Les travailleurs de la fonderie de Belledune, comme les autres travailleurs tels ceux d'ABI au Québec qui organisent une grande marche de solidarité à Trois-Rivières le 25 mai, font face à ces empires privés qui sont appuyés par l'État.

Les travailleurs réalisent qu'ils ne sont pas seuls ou isolés ou dépourvus d'options pour mener leur lutte. Ils organisent des actions communes et s'appuient sur les Canadiens pour faire jouer la force du nombre et former l'opinion publique et la solidarité dont ils ont besoin pour confronter ces brigands internationaux et leurs représentants politiques dans les gouvernements.



Le 9 mai, une délégation de travailleurs de Glencore s'est rendue à Zoug, en Suisse, à l'occasion de l'assemblée générale annuelle de la compagnie. La délégation s'est jointe aux représentants d'IndustriALL Global Union, auquel le Syndicat des Métallos est affilié. Ensemble, les syndicats expriment leur opposition au diktat antiouvrier du monopole mondial et bâtissent leur unité entre travailleurs. Ils vont aussi participer à l'assemblée générale annuelle pour protester contre les attaques de la compagnie contre leur santé, leur sécurité et leurs droits et faire pression sur les dirigeants internationaux de Glencore pour qu'ils prennent position en faveur d'une convention collective négociée que les travailleurs jugent acceptable.

(Photos : District 6 du Syndicat des Métallos, Forum ouvrier)



Sit-ins et occupations des travailleurs des foyers de soins au Nouveau-Brunswick

Action militante à la défense des droits des travailleurs



Le 4 mai 2019, les dirigeants du Conseil des syndicats des foyers de soins du Nouveau-Brunswick ont mis fin à leur occupation du bureau de Fredericton de la ministre du Développement social de la province et ont continué de demander la satisfaction de leurs revendications en organisant des sit-ins dans les bureaux de circonscription d'autres ministres.

Les travailleurs des foyers de soins au Nouveau-Brunswick intensifient leurs actions pour obtenir les salaires nécessaires pour contrer leur appauvrissement croissant et retenir et attirer des travailleurs dans le secteur. Ils ont rejeté le soi-disant mandat que le gouvernement provincial a décrété visant à ce que les institutions publiques maintiennent les augmentations salariales à 1 % ou moins par année.

Le gouvernement conservateur a maintenu le mandat antitraitailleur du gouvernement libéral précédent. Les travailleurs des foyers de soins rejettent cette mesure et sont déterminés à s'unir dans l'action pour briser ce mandat. Le gouvernement provincial s'est engagé dans une propagande rétrograde et provocatrice qui propage le mensonge néolibéral selon lequel les travailleurs des foyers et tous les travailleurs du secteur public représentent un coût pour la province qui doit être réduit. Le gouvernement refuse de reconnaître que ces travailleurs sont un élément essentiel de l'humanisation de la société et qu'ils contribuent une précieuse valeur à l'économie.

Jour et nuit, du 1er au 4 mai, des membres de l'exécutif du Conseil des syndicats des foyers de soins du Nouveau-Brunswick ont occupé le bureau de Fredericton de la ministre du Développement social de la province. Les agents de sécurité ont empêché les médias d'entrer dans l'édifice pour qu'ils

puissent parler avec les membres du Conseil. Des points de presse ont donc eu lieu à partir des fenêtres.

Entre autres choses, les travailleurs qui occupaient le bureau demandaient de parler, ne serait-ce que par téléphone, au premier ministre ou à la ministre afin de réaffirmer la position des travailleurs à la défense de leur droit d'améliorer leurs salaires et leurs conditions de travail, une position qu'ils n'ont pas l'intention d'abandonner. Ils ont aussi demandé un exemplaire de la nouvelle offre que le gouvernement prétend avoir préparée, et qui bonifierait l'offre précédente que les travailleurs ont fermement rejetée. Cet échange n'a jamais eu lieu.



Les dirigeants du conseil occupent le bureau de la ministre du Développement social le 1er mai 2019.

La ministre a publiquement dénoncé l'occupation comme étant une tactique d'« intimidation ». Elle n'a rien dit sur la situation et ne s'est pas excusée d'avoir imposé ce mandat du gouvernement et d'avoir eu recours aux pouvoirs de police pour intimider les travailleurs du secteur public, et n'a évidemment pas parlé d'y renoncer.

Un autre objectif de l'occupation était de dénoncer la saga judiciaire sans fin organisée par l'État contre les travailleurs et leur droit de grève. On empêche les travailleurs d'exercer leur droit de cesser le travail en appui à leurs justes revendications. La négation du droit des travailleurs d'entreprendre des moyens de pressions est aussi une façon de retarder la solution des problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs et les personnes vivant dans les foyers.

Le plus récent développement de cette saga judiciaire est une décision de la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick. La Cour s'est rangée du côté de la province en rejetant une décision d'une cour inférieure qui avait rejeté l'ordonnance initiale du tribunal qui niait aux travailleurs leur droit de grève. La juge avait estimé que l'ordonnance punitive allait causer un tort irréparable aux travailleurs. Le gouvernement a immédiatement interjeté appel et a réussi à faire entériner son diktat antitraitement.

Une autre démarche juridique est l'examen de la constitutionnalité de la *Loi sur les services essentiels dans les foyers de soins*, qui doit être entendu le 24 mai. [1] Les travailleurs des foyers n'ont pas le droit de faire la grève jusqu'à que cet examen soit complété. Les graves problèmes auxquels ils sont confrontés demeurent non résolus.

Les travailleurs en ont plus qu'assez de ces procédures judiciaires qui n'en finissent plus. Ils ont clairement exprimé depuis longtemps que ce qu'ils veulent ce sont des négociations pendant lesquelles leurs revendications et préoccupations sont entendues et qu'on témoigne du respect pour le travail qu'ils font. Leur objectif est d'en arriver à des conditions de travail et des salaires qui leur sont acceptables et de trouver des vraies solutions aux vrais problèmes qui existent dans le secteur. Leur objectif n'est pas de faire la grève. Par contre, ils doivent être en mesure de retirer leur capacité de travail si la situation l'exige pour qu'ils puissent faire valoir leurs revendications. Ils ont même proposé au gouvernement le recours à l'arbitrage exécutoire pour régler le conflit. De façon provocatrice, le gouvernement a dit qu'il était d'accord avec l'arbitrage exécutoire à condition que l'arbitre s'en tienne au diktat de 1 % imposé aux augmentations salariales, ce qui est contraire à l'objectif même de l'arbitrage.

Le 4 mai, les membres de l'exécutif du Conseil ont décidé de mettre fin à leur occupation du bureau du ministre et de se tourner vers des actions régionales de sit-ins d'une journée dans les bureaux de circonscription des ministres du cabinet. Les travailleurs des résidences ont organisé des actions dans

huit bureaux de ministres dans des villes partout au Nouveau-Brunswick le lundi 6 mai, le jour de la semaine où les ministres sont censés être dans leur bureau pour rencontrer leurs électeurs. Certains ministres ont quitté leur bureau avant les sit-ins pour éviter d'avoir à faire aux travailleurs et d'autres ont tout simplement fermé leur bureau pour la journée. D'une façon ou d'une autre, les travailleurs ont saisi l'occasion pour dénoncer les attaques du gouvernement contre les travailleurs du secteur public et les travailleurs des foyers de soins en particulier.

Les 4 100 travailleurs des foyers de soins tentent de négocier une convention collective depuis 2016. Des négociations sont prévues le 11 mai et les travailleurs exigent que des progrès soient faits dans l'obtention de salaires et de conditions de travail qui leur sont acceptables et pour l'humanisation du secteur afin qu'il réponde aux besoins des personnes dont ils prennent soin.



Des travailleurs participent à des actions devant les bureaux de circonscription de huit ministres du cabinet, le 6 mai 2019.

Note

1. À la fin de 2018, la Commission du Travail et de l'Emploi du Nouveau-Brunswick a statué que la *Loi sur les services essentiels dans les foyers de soins* violait le droit à la négociation collective des employés. Selon le jugement de la commission, la désignation de soins essentiels en cas de grève ne s'appliquait pas aux foyers de soins. Le gouvernement est alors intervenu pour demander une révision judiciaire de cette décision, une cause qui n'a pas encore été entendue.

(Photos: SCFP Nouveau-Brunswick, G. Ross)



100e anniversaire de la grève générale d'Halifax

Une tradition militante de luttes ouvrières dans les provinces de l'Atlantique

- Tony Seed -

Ce Premier Mai, journée internationale de la classe ouvrière, était le 100e anniversaire de la grève générale de 1919 à Halifax. Les événements de 1919 à Halifax et les événements subséquents doivent être examinés à la lumière du contexte des développements sur les plans régional, national et international et de l'activité de la classe ouvrière.

Entre 1916 et 1925, les Maritimes ont connu des niveaux d'activité gréviste sans précédent. Il est

significatif que cette vague n'ait pas été confinée aux communautés minières de charbon de la région. Le militantisme économique s'est souvent traduit en action politique. Les mineurs des comtés du Cap-Breton, de Cumberland et de Pictou, les métallos de Sydney et les travailleurs industriels d'Amherst et de New Glasgow ont participé à une vague de radicalisme qui a touché tout le pays. En mars 1919, une « grande assemblée de masse » à Sydney a appuyé une résolution de l'organisateur de la Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse C.C. Dane appelant à une grève de tous les travailleurs de Nouvelle-Écosse si le gouvernement provincial refusait de passer une loi sur la journée de travail de huit heures.[1]



La grève générale de Halifax

La grève générale d'Halifax s'opposait à la réalisation des profits de guerre et à la surexploitation des métiers de la construction dans le sillage de l'explosion d'Halifax du 6 décembre 1917.

Les données officielles, que plusieurs soupçonnent d'être en deçà du nombre réel, font état de 1 963 résidents qui auraient été tués dans l'explosion, de 9 000 blessés et de 199 personnes qui auraient perdu la vie, ce qui représente plus d'un cinquième de la population totale de moins de 50 000 personnes. Cinq mille d'entre elles étaient des soldats et des marins, sans parler des convalescents qui se remettaient dans des hôpitaux militaires des blessures qu'ils avaient subies en Europe. Entre 20 000 et 25 000 Haligonien(ne)s sont devenus des itinérants entièrement démunis, parmi lesquels on comptait 10 000 enfants.

Les comptes rendus de l'explosion tendent à nier le lien de causalité entre ce désastre et l'exploitation accentuée de la classe ouvrière, son appauvrissement et la résistance qu'elle menait. Par exemple, sous prétexte de traiter des conséquences de l'explosion, les riches ont recruté du travail migrant non qualifié, venu notamment de Chine, pour remplacer les débardeurs tombés et maintenir Halifax comme un port de guerre, abaisser les salaires, briser la solidarité entre les travailleurs et mettre fin aux ateliers syndicaux fermés. En février 1918, un journal ouvrier de l'Ontario, le *Industrial Banner*, a parlé d'un groupe de manoeuvres chinois qui étaient morts gelés en route vers Halifax et a critiqué l'injustice d'employer de la main-d'oeuvre étrangère alors qu'« il ne se passe presque pas une journée sans qu'on apprenne que des hommes et des femmes ont été informés que leurs services ne seraient plus requis ».

Se remettant du désastre, les travailleurs d'Halifax se sont soulevés contre les injustices, la confiscation de terres urbaines et la collecte de profits par des hommes de propriété sans scrupules à

même la misère qui prévalait à la suite de l'explosion. Ceci a mené à une grève générale de plus de 1 100 travailleurs des métiers de la construction qui a été déclenchée à l'occasion du Premier Mai 1919.

Elle a été appelée la « Grande grève », et elle est la plus grande grève de l'histoire d'Halifax. En plus d'être la journée internationale d'unité et de solidarité de la classe ouvrière, le Premier Mai était aussi la date traditionnelle où les nouvelles échelles de salaires étaient établies à Halifax.

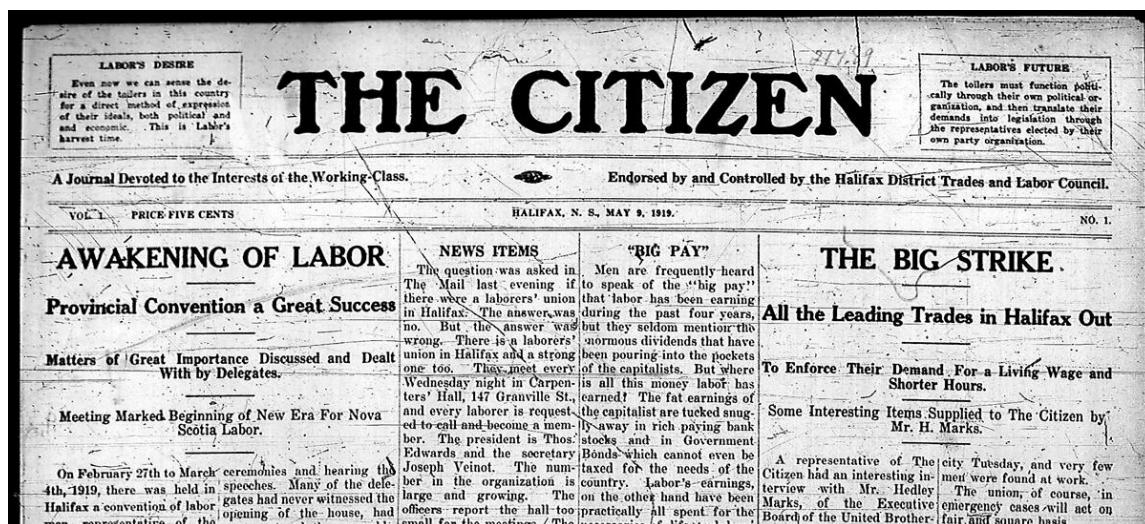
Une impulsion au développement de la presse ouvrière

Le 9 mai 1919, sous l'égide du Conseil des métiers et du travail d'Halifax, les travailleurs d'Halifax ont commencé à publier un journal hebdomadaire, qui portait le titre significatif de *The Citizen*, « capable de présenter la cause de la classe ouvrière au public ». On lisait ceci sur sa page couverture :

« C'est une chose regrettable et grave, mais il semble malheureusement vrai que les grands journaux quotidiens du Canada et en fait, la presse en général, ont entièrement cessé de défendre les intérêts du peuple. Ils semblent s'être liés aux grands intérêts. Ils sont devenus les promoteurs de mesures et de doctrines qui, dans d'autres pays, ont produit la domination militaire et politique et la subversion des droits du peuple.

« Le mouvement ouvrier, au cours de sa longue lutte pour la reconnaissance de ses droits, a toujours pris fermement position pour la liberté de parole et d'action pour toutes les classes. La classe capitaliste ne peut pas prétendre qu'elle le fait elle aussi. En fait, le seul espoir de la restauration de la liberté de parole et d'action dans ce pays réside dans le mouvement ouvrier. Tous ceux qui croient dans la liberté de parole devraient donc appuyer le mouvement ouvrier. »

Le *Citizen* faisait la promotion des « principes de l'action politique indépendante ». Le Parti travailliste d'Halifax a été revitalisé par le Conseil des métiers et du travail d'Halifax, qui s'adressait à « tous les travailleurs, organisés ou non organisés, manuels ou intellectuels, sans égard à la race, au sexe, aux croyances et à la vocation ». Le 27 juillet 1920, le Parti travailliste indépendant, en alliance avec les Fermiers unis de Nouvelle-Écosse, a gagné le plus grand appui électoral de tout parti de gauche dans l'histoire des Maritimes, remportant 11 sièges, dont 5 représentés par des travailleurs. Le Cap-Breton a lui-même fourni quatre députés ouvriers à Halifax qui ont eux aussi remporté la plus forte majorité.



La grève d'Amherst

Le 20 mai 1919, le syndicat industriel organisé à l'échelle locale, l'indépendante Fédération du travail d'Amherst, a appelé à la « grève générale » du mouvement syndical de la ville, en partie en appui aux travailleurs de la compagnie Canadian Car and Foundry qui avait refusé la parité avec sa branche de Montréal et, en partie en appui aux revendications de la journée de travail de huit heures, de la reconnaissance syndicale et de l'amélioration des conditions de travail dans les usines individuelles. Sauf deux exceptions, cette grève de trois semaines a mobilisé 4 000 travailleurs de toutes les industries principales de la ville : les fonderies, les travaux d'ingénierie, les usines de textile, de souliers et de bagages, les usines de l'industrie du bois et même le garage local. La Fédération du travail d'Amherst a écrit que Nolan Eilly « a dirigé toutes les négociations avec les différentes compagnies et a organisé des rassemblements quotidiens à des fins d'information et d'agitation. Lors de ces réunions, les dirigeants ouvriers locaux ont promu la One Big Union (OBU) comme la seule organisation ayant la force et la détermination pour confronter le capitalisme sur les enjeux locaux et nationaux. »[2]

En mai 1919 également, plus de 15 000 travailleurs des pâtes et papiers du Canada et des États-Unis, qui produisaient 60 % de tout le papier journal, ont fait la grève contre une coupure de salaire de 30 %.

La grève des chantiers navals d'Halifax

Les travailleurs des chantiers navals d'Halifax et les mineurs de charbon et les travailleurs de l'acier du Cap-Breton ont développé de hauts niveaux de lutte contre les propriétaires privés britanniques qui régnaient in absentia.

Une grève encore plus grande des travailleurs des chantiers navals a éclaté en juin 1920. Les chantiers étaient maintenant la propriété de la British Empire Steel Corporation (BESCO) nouvellement formée qui était le plus grand consortium industriel du Canada. À l'époque, l'aciérie de Sydney était la plus grande du Canada. Le Cap-Breton produisait 45 % de toute la production canadienne de charbon.[3]

Concentrée aux Halifax Shipyards Limited, la grève a affecté huit compagnies, environ 2 000 travailleurs, et a duré 52 jours réguliers de travail. Avec son total de 104 000 jours-personnes perdus, elle a représenté 12 % du total des journées de grève au Canada pendant l'année 1920.

Cette grève est demeurée la plus grande grève manufacturière à se tenir dans une seule communauté de travailleurs industriels jusqu'après la Deuxième Guerre mondiale.

La grève de l'Union typographique internationale, qui a duré de mai 1921 à août 1924, et visait à établir la journée de travail de 8 heures, a été la plus grande grève de travailleurs qualifiés.



Le Citizen, le 4 juin 1920 et le 18 juin 1920. Cliquer sur les images pour les agrandir.

La résistance au Cap-Breton

Dans les années 1920, le déploiement du pouvoir de l'État contre la classe ouvrière est devenu un trait régulier des grèves au Cap-Breton. Les collectifs des travailleurs de l'acier, des mineurs de charbon, dont plusieurs étaient de langue gaélique, et la communauté noire de Whitney Pier, d'origine africaine/caribéenne étaient tous en action.

En août 1922, les mineurs de charbon ont déclenché une grève qui a mis de l'avant la résolution suivante :

« Nous proclamons ouvertement au monde entier que nous luttons pour le renversement complet du système capitaliste et du capitalisme, de manière pacifique si possible, par la force s'il le faut ; et nous appelons tous les travailleurs, tous les soldats et tous les policiers ordinaires à se joindre à nous pour libérer le travail. » [4]

Les 12 000 mineurs de charbon ont résisté contre une coupure d'un tiers de leur salaire imposée par la BESCO par une grande grève qui a utilisé des tactiques nouvelles : la réduction de la production d'un tiers et la mise en oeuvre d'une grève à 100 % où tous les travailleurs ont quitté les mines. Ottawa a transformé le Cap-Breton en un camp armé, y déployant un tiers de l'armée canadienne. Ottawa a déployé 4 000 membres du Régiment royal canadien équipés de 18 canons de campagne pour maintenir l'« ordre » autour des installations de BESCO. La Marine britannique a déployé un navire de guerre à partir des eaux de Terre-Neuve pour réprimer la lutte militante des travailleurs pour s'organiser dans le syndicat de leur choix. Les représentants de la Nouvelle-Écosse ont réclamé 2 000 soldats de plus, des navires de guerre britanniques qui se trouvaient alors dans les eaux de Terre-Neuve et un escadron d'avions. Un commandant militaire a même réclamé des frappes aériennes. Le comté de Cap-Breton a été déclaré district policier, doté d'une force policière de 1 000 hommes.[5]



Les Royal Canadian Dragoons occupent le Cap-Breton en 1922.

En 1923, le « Red Flag », écrit par l'Irlandais James Connelly, a été chanté lors de la première Parade du Premier Mai du Cap-Breton, à Glace Bay. James B. McLachlan, le dirigeant de masse des mineurs de charbon du Cap-Breton, était aussi un membre du Parti communiste nouvellement formé et un des principaux dirigeants ouvriers canadiens. Il a décrit la Parade du Premier Mai en ces termes :

« Le Premier Mai a été célébré à Glace Bay cette année pour la première fois. Quatre mille travailleurs, lucides et triomphants, ont participé à la parade avec drapeaux et bannières. Une pluie glaciale est tombée pendant toute la journée, mais la pluie et le froid n'ont pas réussi à refroidir l'esprit magnifique de ces marcheurs et de ces marcheuses. [...] Avec chants et discours et des salutations pleines de camaraderie, ces quatre mille hommes et femmes ont passé huit heures glorieusement libres, loin des yeux du patron et de son emploi accablant qui fournit à peine le pain à eux-mêmes et à leurs enfants. Une journée glorieuse qui fait circuler votre sang plus vite et avec plus de chaleur et vous fournit l'espoir exaltant d'une vie nouvelle où tous les jours de l'année appartiennent aux travailleurs et où les mots honnis de 'maître et de patron' et tout ce qu'ils représentent seront bannis de cette terre. En ce Premier Mai, nous avons oublié les barrières du nationalisme qui sont érigées par ceux qui sont maîtres du pain et avons transmis des paroles de salutations fraternelles aux travailleurs combattants de chaque pays. Les travailleurs de ce territoire sont nos camarades et nos frères, et les capitalistes de ce territoire nos ennemis brigands. La solidarité entière des premiers est notre espoir, l'extermination complète des seconds notre objectif. Vive le Premier Mai ! Vive la solidarité des travailleurs du monde !^[6]

En juin 1923, les mineurs de charbon ont fait une grève de solidarité avec les métallos de Sydney qui luttait pour la reconnaissance de leur syndicat.

Le 30 juin, le premier des nombreux trains remplis de soldats a été envoyé à Sydney, comprenant notamment une gondole blindée remplie de sacs de sable et de mitraillettes. La police provinciale (l'« Armée d'Armstrong ») a été envoyée une fois de plus au Cap-Breton et s'est déchaînée sur le chemin Victoria le 1er juillet, assaillant les résidents alors qu'ils sortaient de l'église pour retourner chez eux. Des troupes fédérales se sont jointes à eux. Ces événements sont connus comme le tristement célèbre « Peterloo » ou « Dimanche sanglant » du Cap-Breton.

J.B. McLachlan a fait circuler un message appelant les autres syndicats à faire la grève en appui. Il a qualifié le gouvernement de Nouvelle-Écosse de « seul responsable et coupable » de l'attaque, et a appelé ses frères et soeurs syndicalistes à « étendre la lutte contre (le premier ministre) Armstrong à toutes les mines de Nouvelle-Écosse ». Les mineurs ont alors fermé les mines du Cap-Breton et des Maritimes, et le district 18 en Alberta a aussi fait la grève en appui aux travailleurs de l'acier pour dénoncer le recours renouvelé à la force armée dans cette zone industrielle. De nombreux mineurs qui avaient participé à la guerre, qui s'était terminée à peine cinq avant la grève, étaient prêts à combattre un ennemi qu'ils considéraient aussi menaçant pour leur survie que celui qu'ils avaient affronté dans ce « No-Man's Land » en Europe.

Glance Bay a refusé de défrayer les coûts de cette force militaire comme le prescrivait la *Loi sur la milice*. « Les plus grosses villes minières n'étaient plus des villes de compagnies ; elles avaient élu des candidats ouvriers, qui étaient mobilisés dans des disputes avec la compagnie de charbon sur les taxes, les évaluations et les services et qui appuyaient le syndicat en temps de crise. » [7]

Dan Livingstone, surnommé le « rouge », qui était le président des mineurs, et J.B. McLachlan, le secrétaire-trésorier[8], ont été arrêtés et mis en prison. « Fighting Jim » (Jim le combattant), comme la presse l'appelait, a été déclaré coupable en décembre 1923 de trois chefs d'accusation forgés de sédition, incitation publique illégale au désordre et promotion de la haine du gouvernement, et mis en prison pendant deux ans au pénitencier Dorchester pour des articles parus dans le *Maritime Labour Herald* dont il était le rédacteur en chef. Ce fut essentiellement un simulacre de procès. Le procureur général Walter J. O'Hearn, qui dirigeait la poursuite, a insisté pour que le procès ait lieu à Halifax par crainte que des jurés du Cap-Breton acquittent quelqu'un qui avait eu le courage d'adopter leur cause. Dans ses instructions au jury, le juge Humphrey Mellish de la Cour suprême, lui-même un ex-avocat des compagnies de charbon, pouvait à peine cacher son dédain de McLachlan et des idéaux marxistes qu'il professait. L'historien du droit Barry Cahill a qualifié le procès de « déni de justice flagrant ».

Les avocats de McLachlan ont réussi à faire retirer un chef d'accusation en procédure d'appel, celui d'avoir publié du matériel séditieux à Halifax, car il avait été révélé lors du procès que c'était un représentant de la BESCO qui avait divulgué le message aux journaux de Halifax. Il a été condamné à deux ans de prison et libéré sur parole après moins de cinq mois en prison. Sa mort, en 1937, alors qu'il était dans la soixantaine avancée, a été attribuée à une maladie pulmonaire qu'il avait contractée dans les cellules humides du pénitencier Dorchester.

Notes

1. Ernest R. Forbes, « The Maritime Rights Movement, 1919-1927 », p. 41.
2. Reilly, J. Nolan. « The General Strike in Amherst, Nova Scotia, 1919 ». Article dans *Acadiensis*, Vol.IX, No.2, printemps 1980, pp. 56-77.
3. Roy Wolvin et un cadre des anciens associés de Beaverbrook ont combiné Nova Scotia Steel et Coal, Dominion Coal, Dominion Iron and Steel, Dominion Steel, un chantier naval d'Halifax, et plusieurs autres compagnies pour former BESCO. Ce type de monopoles a été créé par la fusion du capital industriel et du capital bancaire. Ils ont acquis un très grand pouvoir individuel, mais, par-delà leur pouvoir privé, ils ont bénéficié du plein poids de l'État canadien et de toutes ses ressources militaires, juridiques, financières et autres dans leur lutte contre la classe ouvrière. La période de l'après-Première Guerre mondiale a été marquée par la capacité productive excédentaire. BESCO était déterminée à sauver des coûts en coupant les salaires ; les travailleurs, les producteurs de la richesse, étaient déterminés à résister. Le monopole s'est finalement effondré alors qu'il essayait d'arracher toujours plus de concessions aux travailleurs.

Lire aussi, « Labourism and Economic Action : The Halifax Shipyards Strike of 1920, » de Suzanne Morton, *Labour/Le Travail*, Volume 22 / Volume 22e (1988).

4. Mellor, « United We Stand, Divided We Fall : A Study of Cape Breton Unionism », 1971, p. 14.

5. Dans son ouvrage « A Boy Who Went to War », Tom Doucette écrit que « BESCO possédait les maisons et les baraques (pour les hommes seuls), les magasins, l'hôpital, et tous les services publics, même les rues de la ville. Il existait peu de propriétés privées individuelles des propriétés. Le gérant général de BESCO vivait dans un manoir en bois qui rappelait le sud des États-Unis. La compagnie l'a construit sur une rue entière surplombant la rue principale. Sa vie et son aisance étaient à l'image de ce que son nom évoquait de militaire : un général. » Les gens mouraient de malnutrition.

Taux de mortalité infantile	1921	1922
Taux national	88,1	86,8
Mines de Sydney	140,0	156,3
New Waterford	148,1	159,4
Sydney	175,9	175,8
Glace Bay	305,9	250,0

6. *Maritime Labour Herald*, 5 mai 1923 p.1.

7. Dawn Fraser, « Echoes From Labour's War » p.19.

8. James B. McLachlan, un mineur de charbon d'origine irlando-écossaise, remettait en question les vieilles façons du syndicalisme et promouvait les liens les plus étroits possible et une unité croissante des opprimés de toutes nationalités. Il disait que sans une telle unité, une lutte victorieuse contre l'oppression générale était impossible. Les vieux syndicats de métiers bâtis autour de métiers individuels et isolés des autres membres de la classe ouvrière ne correspondaient pas aux demandes de l'époque. En rejetant également le syndicalisme de compagnie, McLachlan a revendiqué et mis en pratique un syndicalisme de masse qui cherchait à mobiliser tous les mineurs sans égard à la nationalité, au statut d'immigrant, au racisme organisé par l'État, à l'éducation, au métier spécifique et à tout autre aspect qui entrave le travail d'organisation et de construction de l'unité des travailleurs en tant que travailleurs.

Pour de plus amples informations sur le procès de J.B. McLachlan's trial, lire : David Frank, *J.B. McLachlan : A Biography* (Toronto : James Lorimer & Company, 1999), chapitre 8 ; Barry Cahill, « Howe (1835), Dixon (1920) and McLachlan (1923) : Comparative Perspectives on the Legal History of Sedition », *Journal de droit de l'Université du Nouveau-Brunswick*, vol. 45 (1996), pp. 281-307.



Site web: www.pccml.ca Email: forumouvrier@cpcml.ca